

Burundi : la fermeture des bureaux de change suscite l'insécurité

@rib News, 27/02/2020 - Source AFP La fermeture des bureaux de change depuis la mi-février, décidée par la Banque centrale pour lutter contre la dépréciation du franc burundais, provoque l'insécurité au Burundi, où se procurer des devises étrangères va devenir encore plus difficile.

La Banque centrale du Burundi (BRB) a ordonné la fermeture définitive au 15 février de tous les bureaux de change, sanctionnés pour ne pas avoir respecté une réglementation en vigueur depuis septembre qui leur imposait de limiter à 15% leur marge sur chaque opération. Cette mesure avait été prise pour permettre à l'État de contrôler les devises étrangères en circulation dans un pays en manquant cruellement depuis le début de la crise politique de 2015, ce qui entraîne des pénuries de nombreux biens importés, et tenter d'enrayer la dépréciation du franc burundais. Depuis février, seules les banques commerciales sont désormais autorisées à effectuer des opérations de change, mais peu proposent ce service. « La réalité, c'est que le pays fait face à un manque criant de devises et que la Banque centrale tente de contrôler toutes les devises qui rentrent dans le pays et de lutter contre la dépréciation du franc burundais par rapport au dollar par des mesures autoritaires », souligne Faustin Ndikumana, un expert économique burundais indépendant. « Mais cela ne résoudra pas le problème des devises, au contraire. Le gouvernement risque d'obtenir l'effet inverse de celui attendu, car on va en manquer un peu plus et elles vont donc devenir plus chères », prôdit-il. L'annonce en avril 2015 de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat a plongé le Burundi dans un cycle de violences et de violations des droits humains qui ont fait 1.200 morts et plus de 400.000 déplacés, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. La crise politique s'est doublée d'une crise économique. Le Burundi est classé parmi les trois pays les plus pauvres au monde. Selon une estimation de la Banque mondiale, 75% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Le Burundi, sous le coup de sanctions de ses principaux bailleurs de fonds (UE, Belgique, Allemagne), connaît la cause du manque de devises des pénuries chroniques de carburants, médicaments et de la plupart des biens importés. La BRB ne dispose plus que de deux à trois semaines de réserves en devises étrangères pour les importations, contre trois mois avant le début de la crise.